

LE NET, LE BRUT ET LES TRUANDS !

L'arnaque du salaire Net au niveau du salaire Brut



Parlons salaires

Depuis l'été, dans le contexte de pandémie que nous connaissons, la hausse des salaires est l'une des préoccupations majeures des salariés avec, partout en France, des actions fortes pour obtenir des augmentations salariales.

Certains employeurs, attirés par les exonérations de cotisations sociales, véritable trappe aux bas salaires, feignent de découvrir qu'ils ne paient pas assez les salariés.

Rappelons que le salaire net, c'est ce qui rémunère notre force de travail, c'est avec le net que nous vivons quotidiennement. Le TRAVAIL EST LA SEULE CREATION DE RICHESSE, n'en déplaie aux suppôts du capitalisme.

Rappelons également que la part des bénéfices versée aux actionnaires est passé de 30% dans les années 80 à 85% aujourd'hui ! La richesse créée ne ruisselle pas du tout, en tout cas pas vers les salaires, mais plutôt et toujours plus vers les actionnaires.

C'est quoi le Salaire socialisé ?

Nous le savons, le salaire socialisé est une partie du salaire qui n'est pas versée directement au salarié, mais prélevée sur son salaire brut sous forme de cotisations sociales, et redistribuée à lui ou d'autres travailleurs sous formes de prestations (assurance chômage, sécurité sociale, pensions de retraites). C'est la concrétisation de la solidarité dans notre système.

Le salaire socialisé est scindé entre cotisations salariales et cotisations patronales. C'est une séparation arbitraire et artificielle puisque les deux sont tirées de la même valeur créée par le travailleur.

Votre salaire net à hauteur de votre salaire brut : L'arnaque du siècle

Déjà en 2018, face à la pression sociale, le gouvernement a supprimé les cotisations salariales assurance chômage et maladie pour augmenter le net à payer. Avec 20€ supplémentaire par mois pour un salarié au SMIC on est loin d'un véritable gain de pouvoir d'achat.

En fait, le basculement d'une partie du salaire socialisé vers le net à payer a été compensé par une hausse de la CSG. Une sorte de vases communicants où l'on donne du salaire d'un côté pour le récupérer de l'autre. Plus grave encore, ce tour de passe-passe affaiblit les garanties sociales et directement notre Sécurité sociale.

Nous le savons, sans le salaire socialisé, nous devons financer individuellement notre protection sociale en souscrivant des contrats pour ceux qui le pourront !

Les Truands toujours à la manœuvre.

La dernière escroquerie en date, et non des moindres, qui se répand dans les discours de certains présidentiables serait de répondre à l'urgence de l'augmentation générale des salaires en transformant le Salaire Brut en salaire Net !

Il est à craindre que les travailleurs ne soient pas conscients de ce qu'ils sont en train de perdre avec cette nouvelle attaque violente contre la Sécurité sociale.

Le brut sur le salaire, c'est le pot commun pour financer notre système de santé notamment. Si on supprime les financements solidaires au profit des assurances personnelles, il faut prendre conscience que les quelques dizaines d'euros gagnés ne seront rien face aux 38.000 euros que coutent 10 jours d'hospitalisation en réanimation covid par exemple.

Et la Sécu, c'est quoi ?

Il était une fois l'une des plus belles conquêtes du monde ouvrier, mise en place par Ambroise Croizat au lendemain de la seconde guerre mondiale. Issue du Conseil National de la Résistance, elle est financée par les cotisations sociales et gérée par les assurés sociaux eux-mêmes.

La Sécurité sociale était et reste une création révolutionnaire avec pour objectif de protéger les individus de la naissance à la mort, ouvrir vers toujours plus de progrès social et amoindrir les difficultés liées aux risques de la vie. Son rôle dans la terrible séquence qui s'est ouverte avec la pandémie a montré combien elle était essentielle, fondamentale, vitale !

La Sécurité sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans les poches des actionnaires mais est directement investie pour le bien être général. Fondée sur la solidarité et l'égalité, ancrée sur ses missions de services publics, elle a su devenir une référence universelle pour faire progresser les droits, lutter contre la misère et les inégalités d'accès aux soins notamment.

Les valeurs de la Sécurité sociale sont justes : protéger dans la solidarité, partager les richesses produites par le travail pour financer la réponse aux besoins de toutes et tous.

On fait quoi sans les cotisations ?

Par exemple, pour atteindre une pension de retraite équivalente à 75% du dernier bulletin de salaire, il faudrait placer deux mois de salaire chaque année sans aucune garantie de restitution.

Aujourd'hui, avec le système par répartition, le montant cotisé est de 10€ par mois pour un salaire de 2500€ pour une retraite à 60 ans.

Le remplacement des cotisations vers l'impôt fait basculer la protection sociale d'un système solidaire où chacun participe selon ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins, à un système d'assistance minimal, financé par l'État qui pousse, ceux qui en ont les moyens, à se tourner à vers un système assurantiel privé.

Macron a poursuivi la basse besogne

Nous avons des gouvernants qui n'agissent pas du tout pour l'intérêt général, mais pour quelques officines de riches, de capitalistes et de profiteurs.

Tout ce qui a été mis en place sous ce gouvernement, n'avait pour objectif que de transférer le salaire socialisé vers la fiscalité afin de dédouaner les entreprises de ce qu'ils appellent les charges, et de reporter justement vers les familles, le reste à charge.

En 2018, le gouvernement a supprimé les cotisations salariales assurance chômage et maladie pour augmenter le net à payer. Avec 20€ supplémentaire par mois pour un salarié au SMIC on est loin d'un véritable gain de pouvoir d'achat.

Ainsi, cette escroquerie assumée nous conduirait inévitablement à la fin du modèle actuel de notre Sécurité sociale pour nous amener vers une autre, leur fameuse «grande Sécu» prônée par Macron à l'opposé de notre 100 % Sécu...

Augmenter les salaires c'est possible !

C'est donc ensemble, qu'il faut obtenir une rémunération à la hauteur des qualifications, la remise en place de classifications, un déroulement de carrière prenant en compte les diplômes et l'expérience professionnelle.

Augmenter le salaire horaire ou salaire de base, ce n'est pas seulement augmenter le salaire net mais le brut et ainsi protéger notre sécurité sociale et pérenniser de bonnes retraites. C'est aussi ce qui permet d'avoir des services publics de qualité et en proximité, notamment des soins de santé, de l'école à l'enseignement supérieur, les transports en commun...

Au second trimestre, leur taux de marge a atteint 35,4 %, selon l'Insee. Un record depuis 70 ans ! Quant aux entreprises du CAC 40, elles ont réalisé plus de 60 milliards d'euros de profits au premier semestre. C'est 41 % de plus que lors de la même période en 2019.

Une hausse des salaires remplirait mécaniquement, via la fiscalité et les cotisations, les caisses de l'État et la protection sociale. C'est aussi un levier de croissance alors que la consommation représente plus de 50% du PIB. C'est pour cette raison que certains pays ont donné le feu vert à des hausses de salaires en créant un salaire minimum comme aux États-Unis ou en le revalorisant, comme en Espagne (+22%), en Pologne (+16%), en Nouvelle-Zélande (+7%), en Slovaquie (+11,5%) et même au Royaume-Uni (+6%), et récemment l'Allemagne (+ de 20%) !

Les exonérations de cotisations : Un pillage au détriment des salariés

La cotisation est le pilier du financement du système de protection sociale français. Elle s'appuie sur la création de richesses par le travail et garantit une gestion par les travailleurs dont l'objectif est de répondre aux besoins. C'est un choix de société qui permet de soustraire la protection sociale aux critères de rentabilité ou à des arbitrages budgétaires de l'État.

C'est pourquoi, la CGT demande l'arrêt des exonérations de cotisations (qui représentaient plus de 66 milliards d'euros de manque à gagner pour les caisses de la sécu en 2019) et propose une réforme ambitieuse du financement du système visant à remettre le travail et l'emploi au cœur du modèle productif de l'économie française.

Ainsi, La France a largement les moyens de mener une politique plus ambitieuse de protection sociale, financée à 100 % par la sécurité sociale. Il s'agit là d'un véritable choix de société qui passe par une autre politique en matière d'emploi et de salaires, qui s'oppose de fait à la financiarisation de l'économie.

« Ne parlez pas d'acquis sociaux mais de conquits sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais. »
Ambroise Croizat.

Salaires, Emplois, 100% Sécu

L'antidote au Capital !

